

GIP absorbe l'opérateur Italo-NTV

TRANSPORT FERROVIAIRE. L'offre de 1,98 milliard d'euros émise par le fonds américain a été acceptée.

Les actionnaires de l'opérateur privé Italo-NTV, qui exploite des trains à grande vitesse en Italie, ont accepté une offre de rachat du fonds américain GIP (Global Infrastructure Partners) pour 1,98 milliard d'euros, renonçant ainsi à s'introduire sur la Bourse de Milan.

Créé en 2006 par un groupe d'entrepreneurs italiens dont l'ex-patron de Ferrari Luca Cordero di Montezemolo et Diego della Valle (patron de Tod's), Italo-NTV est entré en service en 2012, devenant le premier opérateur privé italien sur le réseau ferroviaire à grande vitesse.

L'Italie est encore aujourd'hui le seul pays européen à avoir ouvert à la concurrence ce segment. GIP avait présenté une offre de 1,9 milliard d'euros lundi, qu'il a relevée mercredi soir à 1,98 milliard d'euros, alors que les actionnaires hésitaient entre l'entrée en Bourse et ce rachat.

Cette offre a été jugée généreuse par les observateurs, qui estimaient que la valorisation en Bourse risquait d'être moins élevée. Elle a finalement remporté la faveur des actionnaires.

Italo-NTV (Nuovo trasporto viaggiatori) avait déposé le 23 janvier une demande d'introduction à la Bourse de Milan, en voulant placer sur le marché jusqu'à 40% de son capital. L'opération devait débuter avant la fin du mois. L'opérateur a le vent en poupe. Il a réalisé l'an passé un chiffre d'affaires de 454,9 millions d'euros, en hausse de 24,8% sur un an, avec 13 millions de passagers. Son Ebitda ajusté a lui progressé de 64%, à 155,7 millions d'euros. Il affiche un endettement de quelque 450 millions d'euros. GIP est de son côté le plus grand fonds spécialisé dans les infrastructures au monde et gère un patrimoine de plus de 40 milliards de dollars. Il contrôle notamment l'aéroport de Gatwick, d'Édimbourg, le port de Melbourne ou la société ferroviaire australienne de transport de marchandises Pacific National. Il ne détenait pas encore jusqu'ici d'investissements dans le secteur du transport ferroviaire en Europe.

«Meilleure valorisation possible»

GIP a précisé qu'il souhaitait maintenir à leur poste l'actuel président Montezemolo et son directeur général Flavio Cattaneo. Ces derniers ne se sont pas encore exprimés à ce sujet. Le fonds américain laisse aussi aux actionnaires actuels la possibilité de contrôler encore 25% du capital de l'opérateur à l'issue de l'opération.

Parmi les actionnaires les plus importants d'Italo figurent la banque Intesa Sanpaolo (18,81%), M. Della Valle (17,14%), l'assureur Generali (14,31%), le fonds d'investissement Peninsula (12,59%), M. Cordero di Montezemolo (12,71%) ou encore M. Cattaneo (5,83%). La SNCF, qui a détenu jusqu'à 20% d'Italo, s'est quasiment désengagée du groupe en 2015. — (afp)

L'engouement pour la technologie de la blockchain est-il exagéré?

CHAPITRE 4/4. Les lacunes et les défauts technologiques de la blockchain sont pléthore. Le chemin qui mènera à sa démocratisation est encore bien long.



PHILIPPE G. MÜLLER
Economiste responsable pour la Suisse romande, Chief Investment Office d'UBS

Malgré toute l'attention portée sur les crypto-monnaies comme le bitcoin, nombreux sont les experts qui estiment que la technologie de la blockchain est bien plus prometteuse. Tout comme Internet a transformé la vie de chacun avec les courriels, l'e-commerce ou les applications smartphone, la blockchain a tout d'une technologie disruptive. Néanmoins, le chemin qui mènera à sa démocratisation est encore bien long. Les multiples avantages de cette base de données qui partage en permanence les informations avec ses utilisateurs n'en finit pas d'émerveiller les passionnés de technologie et de nouveautés. Tout d'abord sa désintermédiation rend les serveurs centraux moins pertinents. En effet, la blockchain permet des transactions pair à pair avec moins de risques d'erreurs, sans implication d'une tierce partie et, surtout, sans risque de contrepartie.

Les transactions cryptées de la blockchain rendent le système plus sûr que les bases de données traditionnelles. De par sa nature décentralisée, il est également plus résilient car un point de défaillance central n'est simplement pas possible. Tout dommage potentiel aux données n'affecte pas les archives des transactions passées.

En éliminant ou réduisant les coûts relatifs aux intermédiaires, la technologie de la blockchain diminue également considérablement les frais de transaction. De plus, la capacité à surveiller ces transactions en temps réel minimise fortement l'effort qui serait à fournir en cas de problème survenu par un manque de supervision.

Ceci étant dit, il ne faut pas oublier que la blockchain n'en est qu'à ses prémices. Les lacunes et les défauts technologiques sont encore pléthore et doivent être résolus avant qu'elle ne puisse déployer toute sa puissance. A ce jour, les domaines d'appli-

cation qui seront les plus utiles et profitables ne sont de loin par définis. En attendant, les experts ont identifié cinq challenges auxquelles la blockchain doit faire face dans un futur relativement proche.

Pénurie de spécialistes

Premièrement, le modèle actuel de cette technologie souffre d'une vitesse trop lente due aux calculs, au stockage et aux transmissions des données. Leur chiffrement, par exemple, exige une capacité informatique conséquente sur chaque terminal, ce qui ralentit grandement la performance du réseau. En outre, des utilisateurs et des transactions en constante augmentation ne contribuent pas à résoudre ce problème.

Ensuite, les régulateurs voient toujours d'un mauvais œil la blockchain, ceci principalement à cause de l'assimilation presque automatique avec les cryptomonnaies. Beaucoup d'entre eux ne sont pas à l'aise avec la nature

anonyme des transactions, dont on ne peut surveiller tous les aspects. De plus, s'agissant d'une technologie émergente, il y a une grave pénurie de spécialistes en la matière, capables de comprendre et d'intégrer les procédés au sein d'une entreprise.

Même après l'intégration de la technologie de la blockchain à une plus vaste échelle, beaucoup de processus de commerce vont continuer à fonctionner avec des bases de données traditionnelles. Des entreprises et des gouvernements seront tentés de privilégier une approche prudente quant à l'adoption de nouveaux procédés, tant les défis d'intégration des deux systèmes et les coûts relatifs à l'implémentation de la blockchain peuvent être intimidant et entravant.

Aucune plus-value

Le dernier challenge, et pas des moindres, est tout simplement le champ d'application de la blockchain. Il serait, en effet, peu réaliste de croire que cette technique de partage en continu est la réponse à tous les besoins des processus en cours ou à venir.

Bien entendu, elle peut, sans aucun doute, améliorer les réseaux des systèmes de paiement mais quel serait l'avantage de l'utiliser, par exemple, dans les processus de paiements de détail? L'utilisation du réseau de paiements par carte est largement répandue et acceptée, effectuée en temps réel et avec des coûts de transaction très raisonnables. Aucune plus-value ne serait apportée par la blockchain, que ce soit du côté du consommateur ou du commerçant.

Les attentes et les espoirs liés à cette révolution à venir sont, pour l'instant, très élevés, voire trop élevés. Cependant cette technologie va murir et, avec les investissements des grandes entreprises qui prendront de l'ampleur ces futures années, ces problèmes de jeunesse se résoudront certainement d'eux-mêmes.

Les interventions des régulateurs empêcheront les transactions des acteurs malveillants et permettront aux utilisateurs conciliants et responsables de profiter pleinement de cette nouvelle technologie. Mais cela prendra vraisemblablement du temps. ■

Malgré des valorisations élevées, les actions demeurent attractives

INDICES BBGI-OEKOM LOW CARBON RISK. En 2017, les indices «Equal Weight» et «Smart Beta» progressent de +24% et +26%.

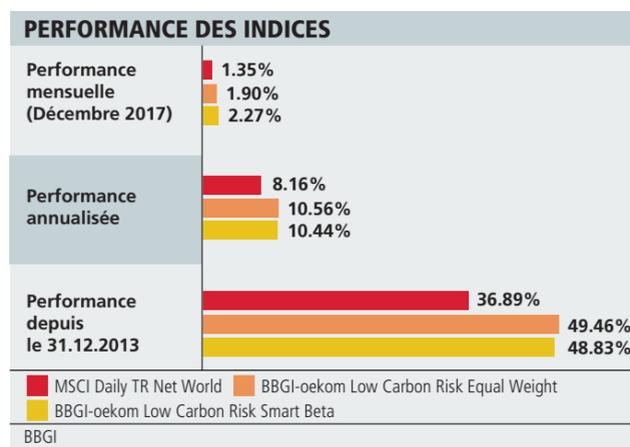


ALAIN FREYMOND
CIO de BBGI Group

Les principales bourses mondiales ont dans l'ensemble clôturé une excellente année 2017 par un dernier mois de décembre favorable. L'indice S&P 500, représentant les 500 plus importantes sociétés américaines, progresse ainsi de +1.10% en décembre pour s'établir à +21.82% depuis janvier. Le Nikkei (+0.30%) ne gagne que quelques points de base sur le douzième mois de l'année mais enregistre une hausse de +25.66% en USD en 2017. Seule ombre au tableau, le marché européen corrige en décembre (-1.71%) mais affiche tout de même une performance supérieure à +25% sur l'année (+25.32% en USD). L'indice MSCI Emerging Markets, +3.49% en décembre, termine avec un résultat cumulé de +37.51% en 2017. Dans leur ensemble, les actions internationales enregistrent un résultat mensuel de +1.35% pour un gain de +23.10% sur les douze derniers mois.

Qui sont les meilleurs et les moins bons contributeurs?

La dynamique positive du mois de décembre permet aux indices BBGI-oekom Low Carbon Risk



«Equal Weight» et «Smart Beta» de s'inscrire en hausse avec respectivement +1.90% et +2.27%. Les deux meilleurs contributeurs parmi les cent valeurs de l'univers «low carbon risk» sont deux entreprises chinoises actives dans le domaine de l'énergie.

La société Xinjiang Goldwin (+25.97%), troisième fournisseur d'éoliennes au monde, se place en tête des contributeurs du mois de décembre avec une performance supérieure à +25%, profitant d'une révision de ses ventes à la hausse.

Une autre entreprise chinoise, le fabricant de systèmes électriques Zhuzhou CRRC Times Electric, a connu une progression

mensuelle significative (+13.35%). Les analystes prévoient en effet une importante augmentation de l'activité de construction de chemin de fer et

POUR LES ENTREPRISES, QUANTIFIER LE RISQUE CARBONE VISE À PRENDRE EN COMPTE LE RISQUE FINANCIER ET RÉPUTATIONNEL LIÉ À L'IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT DE LEURS ACTIVITÉS.

de lignes de métro sur les cinq prochaines années à venir en Chine, censé accroître l'activité de la société. A l'autre extrême du classement, ce sont deux sociétés européennes qui occupent le rôle de moins bons contributeurs en décembre.

Les entreprises Innogy (-14.87%) et Acea (-8.84%) affichent ainsi les reculs les plus marqués de ce dernier mois de l'année. Le spécialiste allemand de l'énergie a en effet revu à la baisse ses bénéfices pour 2017 ainsi que ceux pour 2018 en raison de nombreux investissements dans les domaines de la numérisation, de la mobilité électrique et des énergies renouvelables. Le CEO Peter Terium motive ses investissements en avançant que les ambitions de croissance, bien qu'entraînant des coûts élevés, paient sur le long terme.

L'entreprise publique romaine de distribution et de production d'électricité, de gestion de l'eau et de réseau de chaleur a quant à elle vu ses actions grimper au cours de la dernière semaine de novembre (+16.83%) en raison de l'annonce d'un investissement en infrastructure de trois mil-

tentiers d'actions de la société italienne.

Au sein d'un environnement favorable, les indices BBGI-oekom Low Carbon Risk réalisent des performances considérables au cours de l'année 2017. Ainsi, les indices «Smart Beta» (+24.41%) et «Equal Weight» (+26.24%) devançant l'indice MSCI World des actions internationales (+22.40%) sur la période.

Le risque carbone

Les risques liés au changement climatique pour les entreprises demeurent largement sous-estimés. Pour les entreprises, quantifier le risque carbone vise à prendre en compte le risque financier et réputationnel lié à l'impact sur l'environnement de leurs activités. D'un point de vue financier, les avancées politiques déjà obtenues pavent en effet la voie à une réglementation pouvant drastiquement compliquer les modèles d'entreprise et impacter négativement la valeur boursière des sociétés impliquées dans l'extraction et le conditionnement des énergies fossiles. Les entreprises sont aussi conduites de manière croissante à répondre des externalités négatives de leurs activités devant l'opinion publique. Le cas Volkswagen n'est qu'un exemple des conséquences possibles en matière de réputation pour les marques établies. ■